BARREAU DE TOULOUSE

ETIENNE CABET

ET LE

PROCÈS DES COMMUNISTES

A TOULOUSE EN 1843

Discours prononcé le 4 Décembre
1927, à la Rentrée solennelle
de la Conférence des
Avocats stagiaires

par

GABRIEL MARTY

Avocat à la Cour d'Appel. Lauréat
de la Conférence (Médaille d'or
Alexandre-Fourtanier).

Toulouse, Imprimerie Mazières & Laporte, 39, rue Riquet. - 1928

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL, (1)

MESSIEURS LES PRÉSIDENTS, (2)

MONSIEUR LE BATONNIER, (3)

MESSIEURS,

La vie de tous les jours, au Palais, semble attirer fort peu l'attention du public. Si l'on excepte les parties en cause ou leurs amis qui portent aux débats un intérêt passionné, à peine trouve-t-on dans nos salles d'audiences, surtout dans les chambres civiles, quelques rares habitués. Leur aspect, il faut le dire, n'évoque pas le plus souvent l'opulence; ils somnoilent sur les banquettes pendant que devant eux l'on plaide et juge, et trouvent chez nous un accueillant abri contre les intempéries.

Cette affluence assez restreinte tient sans doute au caractère un peu spécial et fermé que présentent notre milieu et ses habitudes : les passions et les intérêts n'arrivent à la barre qu'avec un vêtement procédural et juridique qui leur confère sans doute une apparente et impersonnelle dignité, mais leur enlève

(1) M. GACHES.

(2) MM. CRAYOL et COSTES.

(3) M. LAPORTE.

aussi, en grande partie, la saveur directe de la vie. Tout cela dérouté le profane et l'éloigne.

Certains jours cependant la foule vient au Palais, apportant avec elle le souffle du dehors. La vie judiciaire se mêle à celle de la ville ou même du pays : c'est qu'un grand procès, le plus souvent correctionnel ou criminel, vient à l'audience.

De notre vie ordinaire, uniforme et utile, il ne subsiste guère que les archives dormant dans la poussière des greffes et les décisions choisies par les recueils de jurisprudence. Le grand procès seul échappe à l'oubli.

Faire revivre le souvenir d'une de ces grandes causes qui animèrent un temps le Palais d'autrefois, tel sera mon but et telle aussi la modeste contribution que, suivant l'usage, j'apporterai à l'histoire de notre vie judiciaire et de notre Ordre.

La Restauration et la Monarchie de Juillet présentent le plus vif intérêt pour l'historien de la vie intérieure de notre pays. Ce n'est pas seulement une période d'incessantes, curieuses et parfois assez romantiques agitations politiques, ce fut aussi le temps où l'on vit se développer pour la première fois de façon sérieuse, sous l'influence de l'industrialisme croissant, les théories socialistes qui sont sans doute la contribution la plus originale de cette époque à la formation de la France d'aujourd'hui. Ce fut l'âge d'or des messies sociaux.

A ces agitations notre ville ne pouvait demeurer étrangère.

Dès 1829, les idées saint-simoniennes se répandirent dans le Midi de la France. Enfantin, le « Père », y fit un voyage à la suite duquel l'Eglise du Midi fut organisée et hiérarchisée (1). A Toulouse, sous la direction de Rességuier, de Bouffard et du capitaine d'artillerie Hoart (2) l'église saint-simonienne qui avait des fidèles jusqu'à Sorèze, Castres, Castelnaudary, Montauban, fit de nombreux prosélytes, environ huit cents au dire d'Enfantin. La doctrine était publiquement exposée d'abord dans une petite salle de l'Hôtel des Postes, puis à l'Athénée, devant une nombreuse assistance. Les adversaires du Saint-Simonisme, Léonce de Lavergne, le brillant chroniqueur du *Journal de Toulouse*, Sauvage, professeur de littérature latine à la Faculté des Lettres, Gatien-Arnault, qui y enseignait la philosophie, venaient à l'Athénée et argumentaient vigoureusement contre Hoart, Roquelaine et autres disciples locaux de Saint-Simon.

L'Eglise toulousaine ne survécut pas aux malheurs de celle de Paris, et bientôt prit fin cette première incursion de réformateurs sociaux dans notre ville (3).

Les Saint-Simoniens disparus, l'attention du public ne fut, de longtemps, plus attirée par les théories sociales nouvelles. Ce n'est pas à dire que Toulouse

resta calme. En juillet 1841, éclatèrent en effet les fameux « troubles du recensement », d'origine fiscale; l'on vit alors cette chose inouïe : des barricades dans nos rues, trois préfets se succédant en vingt jours, un Procureur général fuyant devant l'émeute, sautant le mur de son jardin et se réfugiant à Lalande déguisé en garde national (4).

La ville reprenait à peine sa quiétude lorsqu'au début de 1843 elle fut de nouveau troublée : on commença à parler d'un complot communiste qui aurait été découvert par la police. Le 27 janvier, à 2 heures du matin, l'on arrêtait et mettait au secret Adolphe Gouhenant (5), artiste peintre et marchand de tableaux. Dès lors, au cours d'une instruction qui va durer six mois, les arrestations se succèdent. Cinquante-cinq personnes sont inquiétées, de nombreux témoins entendus, des perquisitions faites chez tous ceux que l'on soupçonne à Toulouse ou dans la région, d'avoir adhéré aux principes du communisme dit « icarien » (6).

C'est en effet cette doctrine nouvelle que Gouhenant, récemment arrivé dans notre ville, s'était efforcé de répandre grâce à l'influence qu'il avait su acquérir dans les milieux populaires; il représentait à Toulouse, le père de ces théories communistes, Etienne Cabet, auteur du *Voyage en Icarie*.

Avant de retracer les épreuves et le procès des disciples, il est nécessaire de connaître le maître.

Parmi les nombreux théoriciens du socialisme

avant Marx, Cabet n'est certainement pas une figure de premier plan. Il n'a ni l'originalité ni la valeur doctrinale de Saint-Simon ou de ses disciples, de Fourier ou de Proudhon, ce n'est pas non plus un grand agitateur comme Blanqui.

C'est cependant au total une physionomie sympathique et d'autant plus curieuse pour nous qu'il offre cette particularité rare chez ceux que Louis Reybaud appelait les « Réformateurs » (7), d'avoir appartenu à notre Ordre et d'avoir été Procureur général.

Né à Dijon, le 1^{er} janvier 1788, d'origine populaire et modeste, fils d'un tonnelier, Cabet (8), docteur en droit (9), fit en 1812, ses débuts au barreau de sa ville natale. Juriste excellent, il avait, au témoignage de ses contemporains, un très beau talent de parole. « Ceux qui trouvent qu'il écrivait fort mal, nous dit Pierre Leroux, ne sauraient croire comme il parlait bien » (10). Tout semblait donc sourire à ce débutant si bien doué, d'autant que la Restauration allait lui donner l'occasion de se mettre en vedette.

Les opinions démocratiques qu'il tenait de ses origines et de ses maîtres, son rôle comme fédéré (11), le désignèrent en effet à l'hostilité de ses confrères royalistes qui, s'étant emparés du Conseil de l'Ordre, le suspendirent pour trois mois. C'était en même temps faire de lui le défenseur attitré de ceux que le régime nouvellement établi, poursuivant ses ennemis politiques, traduisait alors en nombre devant les juridictions ordinaires ou d'exception. C'est ainsi

qu'il défendit et fit acquitter le général Vaux menacé de suivre le sort de Ney et de La Bedoyère.

« Tout reposait, nous raconte Cabet lui-même, sur la tête du général; acquitté, son acquittement entraînait nécessairement celui de tous ses coaccusés; condamné, sa condamnation entraînait certainement celle de plusieurs autres... Je parus donc seul avocat patriote au milieu d'une nuée d'avocats royalistes... Je défendis seul les principes sans rompre d'une semelle... J'arrachai des larmes à l'auditoire, aux jurés, aux magistrats, aux gendarmes eux-mêmes... Enfin, j'eus le bonheur de contribuer à l'acquittement de tous... » (12).

Cabet goûtait profondément l'émouvante beauté du rôle de l'avocat dans de pareilles circonstances. Il nous l'a dit en termes un peu emphatiques mais non sans noblesse. Sollicité de défendre le notaire républicain Pioget accusé d'un crime qu'il n'avait pas commis, « Je n'hésitai pas un moment, dit-il, j'acceptai avec transport la mission sainte à mes yeux d'éclairer l'opinion, de guider la justice, de protéger la faiblesse, de désarmer l'iniquité impuissante, je bravai le péril avec un délicieux sentiment de plaisir, je m'enivrai d'avance du bonheur de lutter seul et de triompher. Ah! qu'elle est belle, la profession d'avocat, qu'elle est noble, qu'elle est grande quand on comprend bien tous ses devoirs » (13).

Mais aussi, quelle récompense pour le jeune avocat éloquent et courageux que de voir croître sa répu-

tation naissante et d'entendre, par exemple, à l'issue du procès Piogey « un jury composé de nobles, prier la Cour de tout faire pour gagner le défenseur à la cause royaliste » (14).

Ces succès trop retentissants fermèrent d'ailleurs à Cabet le barreau de Dijon; suspendu à nouveau pour un an, il dut aller chercher un refuge à Paris.

A partir de ce moment, il est perdu pour le Palais; la Politique, une fois de plus, et ce n'était certes pas la dernière, allait prendre un des nôtres pour en faire un des siens.

Sans doute, tour à tour secrétaire d'un avocat à la Cour de cassation, avocat consultant, directeur du Recueil Dalloz, il demandera aux professions juridiques ses moyens d'existence; le Palais le reprendra même un moment, comme Procureur général en Corse, après la révolution de 1830 (15), mais, sauf de rares occasions, il ne paraîtra plus à la barre.

De cette longue période de sa carrière pendant laquelle Cabet vivra la vie des Lafayette, Manuel, Dupont de l'Eure, et autres hommes politiques de son temps, nous ne dirons rien. Député et journaliste républicain, préoccupé du problème politique plus que du problème social, soucieux surtout de tirer parti de sa très réelle valeur en trouvant ce qu'il appelle une « bonne place », pénétré en un mot « d'esprit petit bourgeois », comme aurait dit Karl Marx, il n'est pas une physionomie très originale. Il

n'est plus avocat, il n'est pas encore communiste, nous pouvons passer (16).

L'exil auquel, malgré une vibrante plaidoirie de Marie, il est condamné pour cinq ans, en 1834, à cause de ses articles dans son journal *Le Populaire*, va le transformer complètement (17).

En effet, lorsque Cabet eut trouvé un refuge à Londres, il arriva à ce petit homme replet, au visage délicatement modelé par l'embonpoint et encadré d'une barbe en collier qui le faisait ressembler à un paisible notaire de province (18), une aventure étrange et imprévue.

Il occupait ses loisirs forcés à écrire une Histoire de la Révolution française (19), apologie des Montagnards et de Robespierre, lorsqu'un jour il lui advint, après bien d'autres, de dormir « sur la pierre blanche au milieu du peuple des songes » (20).

Après Platon dans la *République*, Thomas Morus dans l'*Utopie*, après le moine italien Campanella dans sa *Cité du Soleil* (21), Morelly dans la *Basiliade* (22) et tant d'autres dont la liste serait longue, avant Anatole France ou Wells, Cabet voulut à son tour dessiner le plan de la société parfaite suivant les directives de son esprit. Ainsi naquit le *Voyage en Icarie* (23).

L'Icarie, comme l'Utopie est une terre lointaine; l'auteur nous raconte la visite qu'y fit un jeune et noble anglais Lord William Carisdall, les nouveautés qu'il y apprit en même temps que les aventures sen-

timentales qui lui advinrent, car le livre est un roman. Mais Cabet nous avertit lui-même de ne pas attacher trop d'importance aux amours de Valmor, de Corilla ou de Dinäise, car, nous dit-il modestement, « sous la forme d'un roman, le *Voyage en Icarie* est un véritable traité de morale, de philosophie, d'économie sociale et politique, fruit de longs travaux, d'immenses recherches et de constantes méditations » (24).

Au demeurant, l'ouvrage n'a pas un grand mérite littéraire; l'intrigue un peu enfantine languit dans une fade sentimentalité. Le style verbeux et diffus comme à l'ordinaire chez Cabet, manque de couleur et de vie. On n'ose guère d'ailleurs lui en faire un reproche et c'est sans doute le destin du genre utopique que de paraître abstrait : Anatole France lui-même n'encourt-il pas ce reproche lorsqu'il développe ses anticipations sur la société future (25) ? Au total ce serait se montrer trop sévère que dire avec Zola, « une Icarie est illisible » (26). Malgré de très graves défauts, l'intérêt est conservé par la conviction et la sincérité évidentes de l'auteur, par l'ingéniosité sans cesse en éveil avec laquelle il nous promène dans les minutieux détails de la société qu'il imagine; tout est décrit avec amour : le pays, Icara la magnifique capitale, les maisons, le vêtement, les ateliers, les écoles, les exploitations agricoles, les spectacles. Il y a dans cette peinture tant de soin que dans le peuple bien des lecteurs étaient persuadés

que l'Icarie existait et reprochaient à Cabet de leur en dissimuler la route (27).

Quant au plan social qui forme l'essentiel du livre, c'est le communisme à peu près intégral.

Cabet, à la différence des Fourieristes et de la plupart des socialistes français de son époque (28) ne croit pas à la vertu suffisante de la libre association ouvrière. Il ne croirait pas davantage à l'efficacité d'une Banque d'échange à la Proudhon (29).

Son système, profondément étatiste, et par là très actuel, donne à la collectivité la propriété de tous les moyens de production. Tout le monde a l'obligation de travailler et toutes les tâches également honorées sont également rétribuées. Le commerce et la monnaie sont inconnus; les Icariens ignorent même les bons de travail. C'est l'Etat qui règle la production suivant les besoins et répartit les produits entre tous avec une stricte égalité. La formule n'est donc pas « à chacun selon son travail et ses capacités », mais « à chacun selon ses besoins, de chacun suivant ses forces ». Par là Cabet se sépare nettement de la doctrine saint-simonienne qui vise seulement à assurer à chacun l'égalité au point de départ, mais fait varier la rémunération selon les services rendus (30).

A vrai dire, le système est d'inspiration babouviste et procède de la doctrine des Egaux de 1797 (31).

Mais ce qui constitue l'originalité de Cabet, ce qui le distingue à la fois des continuateurs attardés de Gracchus Babœuf et des marxistes théoriciens de la

lutte des classes, c'est son optimisme, reflet très exact de cette bonté qui rendait son abord si sympathique. Cabet, il le redit sans cesse, ne croit pas à la violence; il n'en veut pas pour établir sa communauté et l'organiser : pas de complot ni de société secrète (32), et il écrit en la soulignant cette phrase qui lui fait honneur : « Si je tenais une révolution dans ma main, je la tiendrais fermée quand même je devrais mourir en exil » (33).

Il est — et cela explique bien des choses — l'auteur du *Vrai Christianisme* (34), et, lorsqu'il passe en revue les partisans de la communauté à travers l'histoire, qu'il énumère les noms les plus inattendus, depuis Platon et Thomas Morus jusqu'à Napoléon et Guizot, en passant par Franklin et Robespierre, il donne la première place à Jésus-Christ. Celui-ci connaissait alors parmi les démocrates une popularité considérable et était communément honoré par eux du nom de précurseur.

Dès lors toutes les difficultés du système icarien vont se résoudre par la Fraternité. C'est elle qui, après une propagande habile, amènera les favorisés de la fortune à la communauté. C'est elle qui, inspirant les travailleurs, leur fera accomplir avec diligence toutes les tâches auxquelles ils seront préposés par l'Etat; plus de paresseux : « Nous n'en connaissons point en Icarie »; plus d'opposition dans les assemblées politiques, mais l'accord complet; plus de problème agraire, le bon Mirol et les culti-

vateurs de cette terre fortunée abandonnent volontiers leurs récoltes à l'Etat et ne prélèvent que la part strictement nécessaire à leur subsistance. En résumé, les Icaréens sont parfaits et leur pays est celui de la vertu; c'est même un peu monotone à la longue; rien n'y manque, vertus civiques, vertus sociales — le crime y est à peu près inconnu —, vertus familiales — car l'auteur, bien loin de prêcher la communauté des femmes, exige des mœurs austères et a le culte de la famille.

Il serait facile de relever complaisamment toutes ces illusions et les défauts criants de l'édifice icarien, de montrer aussi, qu'ici comme partout ailleurs, ainsi qu'on l'a fort bien dit, « si le premier mot du communisme est jouissance et joie de vivre, son dernier mot est abnégation, soumission, désintéressement » (35). L'individu en Icarie est sacrifié à la société, écrasé sous le règne de l'Etat; la loi pour laquelle Cabet a le respect superstitieux des jurisprudences classiques, règle tout : le modèle des vêtements, les légumes qui seront cultivés et mangés, le plan des maisons, les livres qui seront publiés et lus; la liberté de la presse n'existe pas. Les plaisirs eux-mêmes sont réglés par l'Etat et leur description fait haïr d'ennui. Icarie tient beaucoup d'une caserne ou d'un lycée.

Quel pays, serait-on tenté de dire avec tel personnage d'un romancier à la mode, quel pays, que celui « où il faudra une loi pour obtenir un nouveau meu-

ble, où le menu de votre déjeuner sera arrêté par une commission de savants nommés au suffrage universel... » (36).

Mais à quoi bon une réfutation en règle : l'Icarie devait exister un jour. Au début de 1848, une avant-garde partit aux Etats-Unis pour fonder la cité parfaite et l'expérience, fort intéressante d'ailleurs, allait durer près de cinquante ans. Certes ce serait une injustice que de confronter brutalement la réalisation à l'idéal. Il faut tenir compte des moyens matériels dont les Icarieus disposèrent, de leur isolement et des malheurs qui les accablèrent. Malgré cela, grâce à des dévouements et beaucoup d'énergie, Icarie a vécu longtemps. Mais on peut et doit constater qu'à la mort de Cabet, à Saint-Louis, le 8 novembre 1856, la communauté dans laquelle la fraternité devait faire régner l'union était déjà séparée en deux groupes, qu'elle ne cessa par la suite de connaître des schismes, que la propriété privée n'avait pu être éliminée complètement et ne le fut jamais, que la production souffrait cruellement de l'absence d'intérêt personnel et direct chez les travailleurs (37).

Quoi qu'il en soit de la valeur de ses doctrines pour le bonheur de l'humanité, Cabet, malgré de grands défauts et notamment son orgueil était un brave homme; il a donné cette belle preuve de sincérité qu'est le sacrifice de sa vie à ses idées; pour elles il a souffert la pauvreté et est allé mourir loin des siens, sur une terre étrangère. Il a donc tous

les titres à une indulgente sympathie. Son influence n'a d'ailleurs pas été mauvaise. Ses idées que les révolutionnaires qu'elles gênaient appelaient par un méchant jeu de mot des « Cabétises », mais qui avaient sur le peuple en France et à l'étranger un empire considérable, eurent au total un rôle pacificateur qu'il est permis de trouver utile et beau (38).

Dès lors, quoi de plus surprenant que la sollicitude fâcheuse que la police de Louis-Philippe, probablement hypnotisée par le mot de communisme, eut pour les Icaris; en particulier l'on s'explique mal, à priori, les accusations portées contre eux à Toulouse.

Cependant, parmi les nombreuses personnes poursuivies, la Chambre du Conseil, puis la Chambre des mises en retinrent quatorze qui furent renvoyées devant la Cour d'assises pour complot, association illicite, propositions agréées de complot et détention d'armes de guerre.

L'affaire passionnait alors l'opinion publique toulousaine. Le parti républicain dont le chef était J.-B. Paya (39), imprimeur et directeur du journal *L'Emancipation*, eût été désireux de l'exploiter à son profit (40); aussi avait-il fait solliciter les accusés de choisir tous comme avocat Joly, qui, à cette époque, était déjà député. Mais parmi eux, trois des principaux, soucieux de conserver au procès son véritable caractère, demandèrent à Cabet de venir en personne assurer leur défense (41).

Après un véritable referendum parmi les Icariens de France et même de l'étranger (42), il accepta et arriva à Toulouse le 19 août au soir (43).

Le 20 août, veille de la première audience, les défenseurs se réunirent chez M^e Gasc, ancien bâtonnier, pour tenir conseil; à vrai dire, ils n'étaient pas sans quelque défiance à l'égard de cet étrange confrère, réformateur de la société, bâtisseur d'une cité nouvelle, qui leur arrivait de Paris. Mais il semble bien aussi que l'aspect paisible de Cabet et l'aménité naturelle de son abord ne tardèrent pas, il le note lui-même, à lui conquérir la sympathie de tous (44).

Le 21 août 1843, au matin, s'ouvrirent les assises extraordinaires qui devaient juger le procès. La Cour était présidée par le conseiller Moynier dont « le rude langage, la jambe de bois, l'humeur impatiente et prompt aux emportements étaient alors légendaires au Palais » (45). Aux deux assesseurs ordinaires en était adjoint un troisième à cause de la longueur probable des débats (46).

Pour la même raison, le jury comprenait deux jurés supplémentaires (47).

Le procureur général Nicias-Gaillard occupait le siège en personne, assisté de l'avocat général Ressi-geac.

Des quatorze accusés, deux, Imbert et Laponneraye, étaient contumaces (48). Quant aux douze autres, nous avons conservé, non seulement leur des-

cription écrite par Cabet, mais aussi la curieuse et amusante lithographie dans laquelle l'excellent artiste toulousain Léon Soulié a fixé leurs traits (49).

Parmi eux, deux physionomies remarquables : d'abord celle de Gouhenant, 38 ans, chef prétendu du complot que Cabet nous dépeint en ces termes : « Sa figure imposante et sévère, sa barbe blonde et épaisse, son œil mobile indiquent une organisation artistique et impressionnable. Son grand front pâle et calme révèle des passions actuellement éteintes. Sa parole est élégante, facile et précise, comme celle d'un homme qui a beaucoup étudié et beaucoup réfléchi. Son costume de velours noir relevé de manchettes lisses et d'un collet blanc lui donnent le caractère d'un personnage du Moyen-Age » (50).

Ensuite celle d'Abdon Terradas, 37 ans, venu de Catalogne, terre classique des conspirateurs : le ton bref et saccadé, le regard fixe et impérieux, cet ancien alcade de Figueras, chef de la junte insurrectionnelle de Perpignan, venu en France pour échapper aux partisans d'Espartero, tranchait sur son entourage.

Les autres accusés, à part Lamarque, 27 ans, avocat à Condom, Manein, 35 ans, gros propriétaire, ancien commandant de la garde nationale de Valence dans le Gers et Balguerie, d'Agde, 23 ans, étudiant en médecine, étaient de condition modeste, ce qui n'est pas étonnant, car Cabet, à la différence de Saint-Simon, ne s'adressait pas aux intellectuels, mais au peuple.

Complétaient donc le groupe des accusés :

Dubor, 27 ans, typographe à Agen; Resplandy, 34 ans, voyageur de commerce; Dufaur, 38 ans, marchand d'ornements d'église à Saint-Frajou, « une intelligence infime dans un corps robuste »; Perpignan, 25 ans, cordonnier, — beaucoup de gens de ce métier, qui, sédentaire, les portait sans doute à la méditation politique, appartenaient alors aux partis avancés et particulièrement au communisme icarien —; Bruno Cucsac, 38 ans, peintre lithographe; Roland, 48 ans, maître tailleur de pierre et Sagansan, 46 ans, menuisier (51).

Jeunes pour la plupart, de mise correcte et parfois élégante, tous par le calme de leur visage et leur attitude inspiraient de l'intérêt (52).

Le banc de la défense s'était cette fois trouvé trop exigü, et la barre avait dû être doublée. Disposés sur deux rangs tels que nous les a représentés Soulié dans la belle lithographie qu'il nous a laissée de la Cour d'assises pendant le procès, avaient pris place : M^{es} Cabel, avocat à Paris, Gasc, Bouchage, Petit, Martin, Beute, Carivenc, Crozat et Rumeau, du barreau de Toulouse; Detours, du barreau de Moissac; Alem Rousseau, du barreau d'Agen; Joly, défenseur d'Abdon Terradas, n'arriva de Paris que le second jour du procès (53).

D'après les journaux de l'époque, cette affaire « dont l'importance tenait depuis longtemps l'opinion publique en éveil » avait attiré un nombreux audi-

toire en majeure partie composé d'ouvriers. Jamais, dit un chroniqueur « les avenues du Palais ne furent sitôt assiégées, jamais elles ne furent sitôt envahies » (54). Cette foule (55) vibrante et passionnée ne cessera de manifester bruyamment ses impressions, malgré les menaces réitérées du Président de faire évacuer la salle. Pour parer aux incidents possibles l'on avait placé en divers endroits des groupes de soldats, baïonnette au canon.

Au pied de l'estrade, on pouvait voir les pièces à conviction, numéros du journal *Le Populaire* (56), exemplaires du *Voyage en Icarie* et de nombreuses brochures communistes de Cabet, quelques armes à l'aspect peu redoutable, le tout saisi chez les accusés, en même temps que divers écrits annexés au dossier.

Le jury constitué, le greffier qui siégeait alors au-dessous de la Cour, se leva pour lire l'arrêt et l'acte d'accusation (57).

D'après ces documents, Gouhenant, adepte du communisme icarien, déjà négateur par lui-même de la propriété et de toute croyance religieuse, aurait, négligeant sur ce point les enseignements de Cabet, voulu amener par la violence l'avènement de la communauté. Utilisant son influence sur les ouvriers, il serait devenu le chef d'un vaste complot.

Pour réaliser ses projets, il aurait, dès 1841, divisé

Toulouse en sections de douze membres, dirigées par un comité central. Cette association illicite aurait d'ailleurs étendu ses ramifications dans tout le Midi de la France et constitué la « Division Méridionale » d'une vaste armée insurrectionnelle. Par des voyages répétés Gouhenant et ses lieutenants, aidés même d'envoyés de l'extérieur comme Imbert et Laponneraye, se seraient efforcés de développer et d'organiser cette troupe, raffermissant son enthousiasme et sa résolution par des ordres du jour.

A la fin de l'année 1842, la preuve en serait dans une correspondance avec les comités d'autres régions notamment Lyon, découverte malgré le secret dont elle s'entourait, le complot aurait été définitivement arrêté.

Le dessein des conspirateurs était, disait l'accusation, de s'emparer de l'Arsenal, de la Poudrerie et autres postes militaires de la ville, puis, avec l'aide des sociétés locales, marcher sur Bordeaux et Lyon, et enfin sur Paris.

Pour fixer les dernières dispositions, le 15 janvier 1843, à l'Hôtel Capoul, aurait eu lieu dans le plus grand mystère un « Congrès de la Division Méridionale » vainement déguisé sous les apparences d'un banquet maçonnique. A ce dîner assistaient Abdon Terradas, chef des insurgés catalans, venu pour coordonner les deux mouvements français et espagnol qui devaient se prêter un mutuel appui.

Pourquoi fallait-il qu'une construction en appa-

rence si cohérente reposât sur des suppositions, des « probablement », des « sans doute » sans cesse répétés, plutôt que sur des preuves.

Dès le premier interrogatoire se produisit l'incident le plus marquant de tous les débats (58). Cabet, venu pour défendre Gouhenant, voulut présenter une observation. Le Président lui répondit aussitôt : « Qui êtes-vous pour prendre la parole ? Je ne vous reconnais pas ce droit plus qu'à aucun autre individu dans l'auditoire. Vous n'êtes pas ici comme défenseur. »

Et, se tournant vers les jurés, il explique son attitude en ces termes : « C'est sous ma propre responsabilité que je m'oppose à l'audition de M. Cabet, comme défenseur de Gouhenant. J'ai choisi à ce dernier un avocat renommé, M^e Gasc : j'ai témoigné et je témoignerai d'une vraie sollicitude pour les accusés, aussi n'accorderai-je pas la parole à M. Cabet, qui a annoncé dans une lettre aux journaux que s'il découvrait dans les actes de Gouhenant la preuve d'un complot ou d'une société secrète conspiratrice, il déserterait la défense. Je n'ai pas dû laisser courir à Gouhenant des chances aussi périlleuses. Qu'elle n'eût pas été l'impression produite sur Messieurs les Jurés si M. Cabet s'était retiré après avoir cru découvrir un conspirateur dans son client. »

L'incident était prévu : lors de l'interrogatoire qu'il avait fait subir à Gouhenant avant les débats publics, le Président l'avait déjà averti qu'il ne l'autorisait pas

à choisir Cabet pour son avocat. Il avait confirmé ce refus à Cabet lui-même lors de la visite que ce dernier lui avait faite dès son arrivée.

Le Président, et avec lui le Procureur général, invoquaient l'article 295 du Code d'instruction criminelle d'après lequel : « Le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le juge que parmi les avocats ou avoués *de la Cour royale ou de son ressort*, à moins que l'accusé n'obtienne du Président de la Cour d'assises la permission de prendre pour conseil un de ses parents ou amis. »

Cabet étant avocat à Paris, et par conséquent étranger au ressort de la Cour de Toulouse, le Président prétendait jouir d'un pouvoir discrétionnaire pour lui refuser l'audience comme pour l'accorder à Joly, inscrit lui aussi à Paris, et à Alem Rousseau, du barreau d'Agen.

Au milieu de l'émotion générale, Gasc prit des conclusions contraires et, Cabet n'ayant même pas la parole sur cet incident personnel, l'avocat toulousain développa son argumentation aux applaudissements de l'auditoire.

La disposition arbitraire de l'article 295, prétendait-il, est depuis longtemps tombée en désuétude. D'autre part, l'ordonnance du 27 août 1830, en donnant dans son article 4, à tout avocat inscrit au tableau le droit de « plaider devant toutes les cours royales et tous les tribunaux du royaume sans avoir besoin d'aucune autorisation » avait nettement mar-

qué l'intention d'abroger la limitation apportée par le Code d'instruction criminelle au libre choix du défenseur par le prévenu. En conséquence, Cabet, choisi par Gouhenant, avait le droit de plaider devant la Cour d'assises de la Haute-Garonne et cela sans aucune autorisation du président. La Cour appelée à rendre son arrêt sur l'incident reconnut cependant que son président avait agi dans les limites de ses pouvoirs (59). La solution était juridiquement exacte et vaut encore aujourd'hui (60).

En effet, l'ordonnance de 1830 réserve formellement l'application de l'article 295. D'ailleurs celui-ci, disposition législative, n'ayant été modifiée par aucune loi, la désuétude ou de simples dispositions réglementaires ne sauraient le priver de sa force obligatoire.

Il nous a paru curieux de relever cet exemple inconnu d'application d'une règle que la pratique des magistrats présidents d'assises, voulut toujours ignorer par courtoisie pour notre Ordre à tel point qu'on prétend d'ordinaire qu'elle ne fut jamais appliquée. On ne cite qu'un exemple non pas direct mais analogue (61). Lorsque le décret du 14 décembre 1810, article 10, interdisait aux avocats de première instance de plaider hors du département sans autorisation du ministre de la Justice, le président de la Cour d'assises de la Vienne, approuvé par sa Cour et par la Cour de Cassation, refusa la parole à M^e Meynard inscrit au barreau de Rochefort, venu à Poitiers

pour défendre le général Berton, compromis dans un complot de la Charbonnerie, voisin de celui des « Quatre Sergents de la Rochelle ». L'affaire de Toulouse est donc fort probablement un des très rares exemples, peut-être le seul, d'application de l'article 295 lui-même.

Quelles que soient les raisons de fait spécieuses invoquées par le président toulousain, on comprend l'indignation provoquée par cette atteinte aux droits de la défense. Il est permis de préférer l'exemple de ce président d'assises du Brabant méridional qui, ne pouvant donner la parole à Chaix d'Est-Ange en tant qu'avocat, la lui donna comme ami, faisant ainsi fléchir la prohibition légale dans l'intérêt de l'accusé (62).

Comprenant d'ailleurs la rigueur de son attitude, le président Moynier offrit à Cabet de rester à la barre, promettant de lui donner la parole quand lui, président, le jugerait utile. Mais Cabet se retira « entendant user d'un droit et non d'une faveur ». Gouhenant, privé du défenseur qu'il avait choisi, empêché de lire la protestation qu'il avait préparée, s'enferma désormais dans un mutisme complet et n'assista aux audiences qu'à son corps défendant.

L'interrogatoire des autres accusés passa en dénégations uniformes. Seul, Dubor amusa un moment l'auditoire par l'à-propos de ses réponses. Que faisiez-vous dans la prison de l'Isle-Jourdain? « Je m'y ennuyais », répondit-il. Il nia être l'auteur des vers

que l'on trouva inscrits sur la muraille de la prison après son départ. Ces vers se distinguent d'ailleurs beaucoup plus par l'énergie des sentiments que par la qualité de la métrique; qu'on en juge :

Et nous le jurons en face de la France,
Nous, républicains purs! Si malgré sa souffrance
Le peuple, trop longtemps, marchandait ton trépas,
Nous serons tes bourreaux; nous avons de la poudre
Et du plomb de Juillet, assez pour nous absoudre.
Louis-Philippe, tu mourras!

Quant à Terradas, il se distingua par le laconisme et la fierté de sa parole courageuse. Puis, ce fut le long et monotone défilé des témoins à charge et à décharge. Il en vint plus de soixante, quatre jours durant; ils ne se tenaient pas comme aujourd'hui debout à la barre, mais venaient s'asseoir face à la Cour dans le fauteuil surélevé par trois marches qui leur était réservé.

Le commissaire central Boissonneau provoqua un violent incident en refusant de faire connaître la source des renseignements qu'il communiquait aux jurés. Un arrêt de la Cour vint approuver son attitude et jugea qu'un commissaire de police oppose à bon droit le secret professionnel, solution qui est d'ailleurs conforme à la jurisprudence actuelle (63).

Les dépositions se succédèrent sans apporter de preuves sérieuses du complot. Le restaurateur Capoul et sa servante Julienne Simorre vinrent confirmer

que la table, lors du fameux complot, avait été disposée en ordre maçonnique.

Deux témoins seulement, Dufaur, avoué à Lombez, (64), et Piquemal (65), le premier surtout, vinrent charger sérieusement les accusés.

Par contre, le vénérable abbé Ferradou, curé de la Daurade, dont la déposition (66) fit une impression profonde, apporta à Gouhenant le témoignage le plus utile. Il avait été en relation avec l'accusé, en 1842, lorsque celui-ci était venu lui demander une messe pour le repos de l'âme de Chavardés, tué au cours des troubles du recensement; le témoin avait été touché du calme, de la politesse, du langage religieux de Gouhenant, et de son influence pacifiante sur les ouvriers assemblés.

Du dimanche 27, un peu après midi, au jeudi 31 août, cinq audiences allaient être consacrées aux réquisitoires et aux plaidoiries. Faire revivre des voix depuis longtemps éteintes, rendre sensibles les talents si divers de ceux qui prirent part à cette longue joute oratoire, c'est fâche presque impossible.

Où sont des morts les phrases familières,
L'art personnel, les âmes singulières,

dirions-nous volontiers avec l'auteur du *Cimetière Marin* (66). Nous avons cependant la bonne fortune d'avoir de diverses sources, notamment dans les journaux du temps, des comptes rendus assez complets. De telles notes, hâtivement prises, sont sans

doute peu de chose, d'autant que c'est à la fois le charme et la mélancolie de la création oratoire que d'être la brillante et fugitive réussite d'un moment, celui où la parole résonne encore : rares sont les orateurs qui supportent d'être lus.

Malgré tout, essayons de ranimer un instant la flamme.

Ancien avocat à Poitiers, venu à Toulouse à la suite des troubles de 1841, promis à la Cour de Cassation dont il présidera la Chambre des Requêtes et aux travaux historiques qui occuperont la fin de sa vie, le Procureur général Nicias-Gaillard (67) parla pendant sept heures.

Développant l'accusation, il s'efforça de faire le procès des idées cabétistes et des agissements des quatre accusés : Gouhenant, Dubor, Resplandy et Perpignan. Son éloquence, très sûre et très variée, était cependant « plutôt grave que précise, plutôt solennelle que passionnée ». Sa note dominante, suivant la mode d'alors, était une certaine ampleur. Toutefois, dans le procès des communistes, il paraissait gêné par l'énormité de l'accusation eu égard à la médiocrité des preuves.

Lorsqu'il cessa de parler, Cabet qui assistait à l'audience en habit de ville se leva et avec modération demanda la parole : « Qui êtes-vous? lui répondit le président, il n'y a que les défenseurs et les accusés qui peuvent prendre la parole ici » et lui de répondre : « Je suis accusé, je veux me défendre. Je

demande à être mis sur le banc des accusés. J'assume sur moi toute la responsabilité. Je déclare être le seul coupable. » Cette protestation faite, l'incident n'eut pas d'autres suites (68).

L'avocat général Ressigeac que des liens étroits rattachent à notre ordre, puisqu'Albert fut son gendre, soutint l'accusation contre les huit autres accusés.

Le 29 août, la parole fut à la défense. Gasc parla le premier. Il ne m'appartient pas de vous dire qui il était; il y a peu d'années, ici même, on évoquait avec distinction sa figure (69). Dans ce procès qui convenait à merveille à ses moyens, il plaida pendant quatre heures, âpre, passionné, plein de flamme et de vigueur.

Il s'efforça d'abord d'écarter le reproche d'immoralité dirigé contre les idées de Cabet, puis, montrant que Gouhenant et son propre client Dubor n'étaient que des disciples pacifiques d'un maître inoffensif, il s'attacha à ruiner point par point les accusations dirigées contre eux.

Nous avons la bonne fortune de posséder de sa plaidoirie un tableau vraisemblablement pris sur le vif. peu flatté d'ailleurs, mais duquel ressortent peut-être mieux que d'un panégyrique les qualités du grand avocat d'assises que fut Gasc.

« Il agitait ses notes d'une main fiévreuse, sortait des rangs, s'avancait devant le jury comme un soldat armé et lui parlait avec le sentiment de sa passion et

de sa force. Les lieux communs, la déclamation, la hauteur et la trivialité, tout lui était bon pour qu'on se prît à ses artifices de langage et qu'on se laissât emporter par sa fougue. Dans ce mélange tumultueux de violences oratoires, de souplesse, d'éclats de voix, de mots pittoresques, d'adresse, de saillies retentissantes et d'imagination, sa parole rompue aux disputes de la Cour d'assises avait quelque chose de redoutable qui déconcertait parfois l'accusation, remuait, entraînait le jury » (70).

Lorsque Gasc cessa de parler, la salle tout entière éclata en applaudissements (71).

Après lui parla Bouchage, légitimiste fervent, avocat d'assises comme Gasc, mais d'un tout autre genre. Lorsqu'on relit aujourd'hui sa plaidoirie, elle vit encore, tant elle est moderne de conception et de facture. Quoiqu'il fût capable de faire naître l'émotion, Bouchage s'attacha à combattre l'accusation par le ridicule (72).

Citant, à propos du fameux dîner-complot, l'auteur de la « Gastronomie », il s'écriait : « Je comprends maintenant le sens profondément philosophique de ces deux vers de Berchoux (73) :

Tout se fait en dînant dans le siècle où nous sommes,
Et c'est par des dîners qu'on renverse les trônes. »

Sans cesse interrompu par le président, il n'en continuait pas moins ses plaisantes explications rythmées par les rires de l'auditoire. Il montrait la redou-

table conspiration que l'on pouvait attendre de la douzaine de pauvres gens qui étaient sur les bancs des accusés. « Je ne m'étonne pas, disait-il, qu'ils aient mis leur influence en société; ils n'auraient peut-être pas mal fait même de se faire commander un peu. » Et, dénombrant les armes terribles du complot, quatre fusils, dont deux à peine utilisables, et quelques « coupe-choux », il continuait : « Je commence à comprendre maintenant pourquoi les conjurés tenaient tant à s'emparer de l' Arsenal, ce n'était certes pas sans besoin... Renverser le gouvernement! Un gouvernement si fort, si puissant, si respecté au dehors avec un personnel de treize individus et un matériel de deux fusils. Oh! évidemment, le complot de ces Messieurs n'était qu'une méchante épigramme de leur part!... »

Des autres défenseurs les plaidoiries n'ont pas été aussi complètement conservées. L'on a quelques fragments de celle de Joly (74), qui allait bientôt, en 1848, être commissaire extraordinaire de la République à Toulouse. Il dessina la fière et malheureuse figure d'Abdon Terradas, et démontra que son client était totalement étranger au communisme et au complot. Mais était-il possible à cet avocat-député de s'en tenir là? Il ne pouvait évidemment laisser passer cette occasion d'opposer, courtoisement d'ailleurs, ses conceptions politiques et sociales personnelles à celles de son ancien collègue Cabet.

L'on se souvient aussi de M^e Martin qui défendit

Dufaur et Sagansan : sa parole pleine de force avait grande influence sur les jurés. Il plaidait au correctionnel et surtout aux assises à une époque où ce rôle, abondamment fourni à chaque session, pouvait avoir des spécialistes. Comment pourrions-nous rencontrer son nom sans rappeler aussi que notre Cour lui doit un de ses Premiers Présidents.

De M^e Beaute qui plaida pour Perpignan survit une réputation de joyeux caractère; de M^e Detours qui avait pour client Rolland celle d'un causeur spirituel et charmant, d'un généreux et curieux esprit.

L'on connaît mieux M^e Rumeau, alors tout jeune, et qui devait être plusieurs fois bâtonnier de notre Ordre. A l'ordinaire calme, froid, plein d'une belle dignité, il savait quand il le fallait toucher les cœurs. C'est ainsi qu'il amena des larmes dans les yeux de beaucoup en retraçant les malheurs de son client Bruno Cucsac, petit-fils d'un conseiller au Parlement de Toulouse et petit-neveu d'un bâtonnier des avocats au même Parlement (75).

D'Alem Rousseau, l'Agenais, qui plaidait pour Lamarque et Mancin, disait cavalièrement: « Le Voyage en Icarie est un voyage dans la lune », des autres avocats toulousains qui défendirent les Icaréens, nous n'avons rien pu savoir.

Ainsi, d'un Ordre toujours riche en talents si variés et si vivants, chaque génération lègue aux suivantes quelques noms seulement parmi tant d'autres.

Les plaidoiries terminées, il n'y eut pas de répli-

ques, et le 31 août, à 7 heures du soir, après onze jours de débats et une heure et demie de délibération, le jury répondait négativement aux trente-et-une questions qui lui avaient été posées. Les accusés acquittés furent immédiatement mis en liberté, sauf Abdon Terradas retenu par suite d'ordres administratifs (76).

Aussitôt la décision connue, la foule massée dans la salle et au dehors sur la place de la Monnaie fit entendre de bruyants applaudissements (77).

Cabet, victorieux sans avoir combattu (78), ne tarda pas à repartir pour Paris (79). Les polémiques entre journaux toulousains (80) s'apaisèrent et le procès qui avait agité la ville commença d'entrer dans l'oubli.

Lorsqu'aujourd'hui, avec un recul de près d'un siècle, on parcourt les documents qui s'y rapportent on demeure étonné de la fragilité des indices que l'accusation prétendait être des preuves. Autant qu'on en peut juger, rarement un acquittement fut aussi justifié (81).

L'activité de Gouhenant, le mystère dont il entourait certaines de ses démarches ont pu un moment inquiéter la police, mais de complot, de société secrète, il semble bien qu'il n'y en eut jamais.

En réalité, il est probable que les poursuites visaient moins un complot inexistant que le communisme icarien lui-même. Ainsi, souvent, les gouvernements ont cru trouver dans les procès politiques

le moyen d'atteindre les idées qui les gênent (82).

Quelle est la valeur de ces tentatives de répression judiciaire? Il semble bien qu'elle soit petite : expédients temporaires peut-être, remèdes certainement pas.

La question est de nos jours singulièrement actuelle et bien plus pressante qu'en 1843; qu'on nous permette de croire que s'il se dégage du vieux procès dont nous avons un moment réveillé les ombres, une leçon qui puisse valoir pour aujourd'hui, cette conclusion doit rejoindre celle que formule Georges Duhamel à la fin de son « Voyage en Russie » (83) : à quoi bon « multiplier les martyrs et confirmer les apôtres », sans doute, il faut voir plus loin. Les progrès de cette foi sociale, sans cesse renaissante, s'expliquent par des mécontentements qui ne sont pas tous sans sujet, des misères qui ne sont pas toutes illusoire. Le vrai moyen de combattre cette doctrine consiste bien plutôt à faire disparaître, dans la mesure qui est légitime et possible, les causes de son succès, par la réalisation de justes réformes.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Le dossier du procès des communistes est aux Archives départementales de la Haute-Garonne, série B.

La liasse 55 (Police générale), série 4 M des mêmes archives contient la correspondance du Préfet et du Ministre relative au procès, et quelques rapports de police.

Les journaux locaux de l'époque :

Le Journal de Toulouse,

La Gazette du Languedoc,

La France Méridionale,

L'Emancipation,

ont publié des comptes rendus très détaillés des débats.

*

**

CABET. — Le Procès des communistes à Toulouse (Paris, septembre 1843).

DUBÉDAT. — Le Procès des communistes à Toulouse (Recueil de l'Académie de législation de Toulouse; 1888-89, p. 293).

L. L. — Compte rendu d'un cours de M. L. Ariste-Passerieu (*Express du Midi*, 17 février 1916).

L. LESPINE. — Les communistes « Icariens » devant la Cour d'assises (*Journal de Toulouse*, 30 janvier 1927).

Il nous est en outre particulièrement agréable de remercier ici tous ceux qui nous ont aidé au cours de notre travail et ont si aimablement mis à notre disposition leur érudition et leurs souvenirs, particulièrement MM. J. Rozès de Brousse et Louis de Santi, M. le Premier Président Martin, MM. les bâtonniers Massol et Serville.

NOTES

(1) Sur l'Église saint-simonienne du Midi, V. Charlety, *Essai sur l'Histoire du Saint-Simonisme* (Thèse Lettres, Paris, 1896, p. 90 et s., 119 et s.).

(2) Hoari, capitaine d'artillerie à Toulouse, démissionna pour se consacrer aux doctrines saint-simoniennes. Il fut un des fidèles qui accompagnèrent Enfantin en Égypte, et il y mourut (V. Charlety, op. cit., pp. 94 et 270).

(3) Sur les Saint-Simoniens à Toulouse, V. Charlety (op. cit., pp. 119 et s.). — Dubédat. *Le Procès des Saint-Simoniens* (Rec. de l'Acad. de législation de Toulouse, 1887-88, t. XXXVI, notamment, pp. 120 et 121).

On trouve également des traces de leur existence et un écho des controverses suscitées par leurs idées, dans les journaux de l'époque (V., par exemple, aux numéros des 16, 18 mai, 3, 17 juin, 1^{er} juillet 1831 du *Journal de Toulouse*).

Le Roquelaine saint-simonien devait plus tard être maire de Toulouse pendant la II^e République en 1848 (V. Lettre du Préfet de la Haute-Garonne au Ministre de l'Intérieur, 28 août 1843, Archives départementales, liasse 55, Police générale).

D'après Dubédat (op. cit., p. 121), contre de Lavergne, Sauvage, Gatiou-Arnoult, Granier de Cassagnac, deux fois couronné aux Jeux Floraux, Adolphe Frank « promis à l'Institut et qui achevait alors ses études philosophiques » Courtois, de la religion réformée, et aux côtés des Saint-Simo-

niens Hoart, Lugan, Estenave, Roquelaine, polémiquait « un jeune avocat, à peine entré au barreau, à la parole alerte, étincelante et railleuse, qui devait, un jour, porter la robe et l'hermine des Procureurs généraux ».

Quel était ce jeune confrère saint-simonien d'autrefois? Ce n'était sans doute pas Romiguières, déjà vieil avocat et à la veille d'être nommé Procureur général. Ce ne peut être non plus Saint-Gresse, qui étudiait encore à cette époque au Lycée d'Auch (V. *Eloge de Romiguières*, par M^r L. Vaisse. *Eloge de M^e Saint-Gresse*, par M^r R. Basax, 1912).

Nous laissons à plus averti que nous le soin de résoudre l'énigme.

L'Athénée était la salle de concert qui se trouvait rue Montardy, et dans laquelle fut, ces dernières années, un cinéma.

L'Eglise saint-simonienne de Toulouse avait son baptême, ses cérémonies; Toulouse vit même un enterrement saint-simonien, le 8 février 1832. Il y eut aussi quelques conversions retentissantes, notamment celle de Jean Terson, prêtre catholique du diocèse de Carcassonne, qui exposa, en séance publique et solennelle les motifs de sa conduite.

(4) Sur cette affaire du recensement, on peut consulter utilement les journaux de Toulouse, de l'année 1841, notamment la *Gazette du Languedoc* (numéros des 27 avril, 7, 19, 21 juin, 5, 6, 8, 10, 12, 13 juillet, etc., jusqu'au mois de septembre; le numéro du 9 septembre contient un intéressant mémoire sur la question) et le *Journal de Toulouse* (mois de juillet et août). Bornons-nous à quelques indications sommaires.

Le 25 février 1841, par circulaire, le ministre des Finances Humann prescrivait, dans le but d'augmenter le rendement de l'impôt, « un recensement général et immédiat dans toutes les communes du royaume, des propriétés bâties et des portes et fenêtres comme aussi des individus passibles de la taxe personnelle et des loyers d'habitation, des patentables et des valeurs locatives qui doivent servir de base à l'impôt proportionnel ».

Par circulaire du 26 février, le Directeur général des Contributions directes ordonnait à ses *contrôleurs* de faire le recensement des locataires, « une description sommaire

de chaque location » et d'établir « la valeur locative réelle de l'habitation personnelle et, quand il y aura lieu, celle des locaux consacrés au commerce et à l'industrie et la valeur locative totale devant servir de base au droit proportionnel ».

Le Ministre prétendait ainsi appliquer la loi du 14 juillet 1838 qui disposait que, dans le but de réaliser une nouvelle répartition des impôts entre les départements, « les agents des Contributions directes continueraient à tenir au courant les renseignements destinés à faire connaître les individus passibles de la contribution personnelle, le montant des loyers d'habitation et le nombre des portes et fenêtres imposables ».

Un peu partout des réclamations s'élevèrent. En avril, le recensement commença à Toulouse. Les habitants de la ville, craignant une augmentation de leurs charges, ne tardèrent pas à protester contre ces mesures qu'on qualifiait d'inquisition fiscale. Ils invoquaient les articles 17 et 27 de la loi du 21 avril 1831 qui confie les recherches et appréciations relatives à l'assiette de l'impôt aux répartiteurs municipaux assistés d'un contrôleur, celui-ci n'ayant qu'un rôle secondaire. D'après eux le recensement devait rester une opération essentiellement municipale.

Au mois de juillet, la crise devint aiguë. Le préfet Floret, trop peu énergique au goût du gouvernement, fut révoqué le 29 juin et remplacé par Mahul, ex-directeur de la police.

Cette nomination et l'attitude du nouveau préfet qui voulut faire procéder au recensement malgré l'abstention des répartiteurs, par les seuls fonctionnaires des Contributions, assistés des commissaires de police, mirent le feu aux poudres.

Malgré le déploiement de forces militaires, des incidents se produisirent. Le 12 juillet, des barricades furent élevées à l'entrée de la rue Riguepeys, de la rue d'Astorg, de la rue du Cheval-Blanc, à l'aqueduc de la porte Saint-Etienne, dans les faubourgs Saint-Etienne et Saint-Aubin; les rues furent déparées.

Un jeune homme, nommé Chavardès, fut tué d'un coup de baïonnette.

Le 13 juillet, Mahul fut contraint de quitter Toulouse. Le Procureur général Plougoulin, recherché par les émeutiers,

suivit son exemple : il s'enfuit d'abord à Lalande, puis, de là, à Castelsarrasin.

Bocher, préfet du Gers, administra provisoirement la Haute-Garonne jusqu'à l'arrivée du commissaire extraordinaire Maurice Duval, ancien préfet à Grenoble et à Nantes, où il avait arrêté la duchesse de Berry et donné la mesure de son énergie.

Les troubles se calmèrent peu à peu. L'on fit, sous la contrainte de la force armée, un recensement rapide qui ne fut peut-être au total qu'un simulacre : victoire gouvernementale, mais, sans doute, plus apparente que réelle.

La municipalité provisoire, composée d'Arzac, Roaldès et Gasc fut dissoute. Or, d'après les lois des 21 et 22 mars 1831, l'ordonnance de dissolution devait, en même temps qu'elle nommait une nouvelle municipalité provisoire, fixer la date de la réélection. L'ampliation de l'ordonnance ne portait pas cette fixation : Arzac, Roaldès et Gasc refusèrent donc de se dessaisir de leurs pouvoirs. Mais la fixation n'avait été omise, paraît-il, que dans l'ampliation et se trouvait dans l'original. Grâce à cette heureuse découverte (peut-être faudrait-il dire à cette habile rectification), la municipalité du baron Lejeune put rentrer en fonctions.

Les troubles du recensement eurent un épilogue judiciaire (V. *Gazette du Languedoc* du 27 novembre au 11 décembre 1841; *Journal de Toulouse* du 26 novembre au 10 décembre).

Les trois membres de la municipalité d'Arzac furent traduits devant le Tribunal correctionnel de Pau et condamnés, le 27 novembre, à 100 francs d'amende. Joly plaida au procès et Gasc, assisté du Bâtonnier de Pau, se défendit lui-même.

Le 29 novembre, la Cour d'assises des Basses-Pyrénées voyait comparaître devant elle les personnes arrêtées au cours des troubles. Le procès se termina par un acquittement général; Joly, Martin, Detours, Petit plaidèrent pour les accusés.

Une anecdote amusante se rapporte à ces débats : A cette époque vivait, pour la joie des Toulousains, Filouze, dont le portrait est au Musée des Augustins. Rappelons pour caractériser le personnage que c'est lui qu'on paya un jour, en guise de protestation, pour aller s'asseoir pêchant, une

ligne à la main, devant une des grandes flaques d'eau qui couvraient alors de façon permanente la place du Capitole. Dans le procès du recensement, il était accusé et s'était endormi sur les bancs de la Cour d'assises, lorsqu'il fut réveillé en sursaut par les éclats de voix d'un avocat. Ne sachant plus où il était, il se mit, en levant les bras, à crier, ce qui était vraiment de circonstance : « A bas Mahul » aux éclats de rire de l'auditoire.

(5) Gouhenant, né à Flagier (Haute-Saône), marié et père de deux enfants, paraît avoir eu une existence errante. Il séjourna à Lyon; il y a au dossier du procès une supplique adressée par lui à « Monseigneur le duc d'Orléans... le jour de son départ de la ville de Lyon, fin novembre 1831 ». Il y demandait des secours pour terminer un projet de monument sur la terrasse de Fourvières, à la fois observatoire, paratonnerre et lieu d'étude. Il paraît avoir aussi passé par Paris. Il était arrivé depuis peu à Toulouse, lors des troubles du recensement (Lettres du préfet, au Procureur général et au ministre, 10 et 12 juillet 1842, Arch. dép.). Il avait son atelier au Cirque qui était sur l'emplacement de l'actuel théâtre des Variétés.

(6) Parmi ceux qui furent poursuivis et dont Cabet donne la liste (op. cit., p. 49 et s.), citons : Pierre Larrieux, avocat à Villeneuve-d'Agen; Th. Larroche, avocat à Agen; Guillaume Dugarson et Adolphe Daulhienne, avocats à Condom; Lebbé, avoué dans la même ville.

(7) Louis Reybaud. *Étude sur les Réformateurs ou Socialistes modernes* (Paris, 1843, 2 volumes. — V. notamment, sur Cabet, t. II, pp. 125 et s.).

(8) Cabet et son œuvre sont étudiés de façon minutieuse et remarquable par J. Prudhommeaux, dans sa thèse de doctorat ès lettres, publiée ensuite sous le titre *Icarie et son fondateur Étienne Cabet* (1907).

(9) Cabet fut, à 15 ans, chargé d'une classe par Jacotot qui avait été son maître et qui dirigeait le Lycée de Dijon. Mais, quoiqu'un moment tenté par l'enseignement, Cabet préféra le Droit. Proudhon, doyen de la Faculté, l'encouragea, le logea chez lui et lui témoigna une « amitié presque paternelle » (Prudhommeaux, op. cit., p. 6).

(10) Pierre Leroux, *La grève de Samarez* (t. 1, p. 380).

(11) Cabet prit une part active à l'organisation en Bourgogne d'une fédération. Les fédérations qui naquirent un peu partout en France pendant les Cent jours n'étaient pas essentiellement bonapartistes. Elles étaient surtout attachées à la conservation de l'œuvre de la Révolution. Il y en eut une à Toulouse et dans la Haute-Garonne.

Après la seconde Restauration, les royalistes poursuivirent les fédérés. À Toulouse, l'affaire Boyer-Fonfrède a marqué ces poursuites (V. d'Aldeguier, *Histoire de Toulouse*, 1835, t. IV, pp. 640 et s.).

(12) Cabet. *Le National traduit devant l'opinion publique* (1841, pp. 39 et 40).

(13) Cabet. *Toute la vérité au peuple ou réfutation d'un pamphlet calomniateur* (1842, p. 71).

(14) *Biographie de M. Cabet par les actionnaires du « Populaire »* (1846, p. 2).

(15) Cabet, au moment de la Révolution de 1830, se rallia comme Lafayette à la « Monarchie républicaine ».

Sur ses rapports avec Louis-Philippe (V. Prudhommeaux, pp. 33 et s.). Sa nomination comme procureur général en Corse était pour lui un succès, mais aussi un demi-exil. Il en conçut quelque amertume. C'est par cette déconvenue et aussi par sa belle franchise, que lui furent inspirées ses lettres et mémoires au roi dans lesquels il dénonçait les fautes déjà commises par le nouveau régime. Cette attitude trop indépendante amena sa révocation moins d'un an après sa nomination. Dès cette révocation, il envoya une proclamation aux électeurs de la Côte-d'Or et fut élu député le 6 juillet 1831 (Prudhommeaux, pp. 40 et s.).

(16) Prudhommeaux (op. cit., p. 31), ... « En somme, il semble bien qu'un révolutionnaire et un homme d'ordre ont grandi côte à côte chez Cabet, l'emportant chacun à son heure, jusqu'au jour où ces deux frères ennemis se sont comme fondus et réconciliés dans le communisme icarien... »

(17) En mars 1834, la Cour d'assises de la Seine le condamna à deux ans de prison et à quatre ans d'interdiction

politique. Ayant la faculté de transformer les deux ans de prison en cinq ans d'exil, Cabet préféra l'exil.

(18) Un portrait de Cabet jeune est reproduit dans Paul Louis, *Histoire du socialisme en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours* (1925, p. 144).

M. Prudhommeaux a placé en tête de son livre un portrait de Cabet en 1848.

(19) *Histoire populaire de la Révolution française, de 1789 à 1830, précédée d'une introduction contenant le précis de l'Histoire des Français depuis leur origine jusqu'aux États généraux*. (Trois éditions : 1° 1839-40, 4 vol.; 2° 1845 [illustrée] 6 vol.; 3° 1851, 5 vol.).

(20) Cité par Anatole France en épigraphe de son livre, *Sur la pierre blanche*.

(21) Sur Morus, Campanella et les utopistes de la Renaissance (V. Emile Dermenghem, *Thomas Morus et les utopistes de la Renaissance*, Plon, édit. 1927).

(22) Le genre utopique connut, au dix-huitième siècle, après le « Télémaque » de Fénelon une belle faveur : sur Morelly, Mably, sur l'Histoire de Sevarambes, etc. (V. A. Lichtenberger, *Le Socialisme au dix-huitième siècle*, thèse Lettres, Paris, 1895).

(23) *Le Voyage en Icarie*, probablement rédigé entre 1836 et 1838 (Prudhommeaux, op. cit., p. 125) fut publié en 1839 et 1840. Il eut cinq éditions et fut traduit en allemand, anglais et espagnol.

(24) Cabet. Préface au *Voyage en Icarie*, p. 6.

(25) A. France. *Sur la pierre blanche*, pages 241 et s., les chapitres « Par la porte de Corne ou par la porte d'Ivoire » et « Quand Hippolyte Dufresne eut achevé sa lecture ».

(26) Zola. Documents inédits publiés par M. Maurice Le Blond, *Mercur de France*, 1^{er} octobre 1927.

(27) On retrouve cette illusion chez certains Icaréens de Toulouse (V. Lettre de Gouhenant à Cabet, du 16 août 1842, dans la brochure de Cabet *Procès du communisme à Toulouse*, p. 42).

(28) Sur les socialistes associassionistes (V. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, livre II, chap. III). — Sur Fourier (V. la thèse de doctorat ès lettres de M. Hubert Bourguin). Il faut noter qu'avant son exil, alors qu'il n'avait pas encore édifié son système social, Cabet préconisait l'association ouvrière comme la plupart des républicains.

(29) Sur Proudhon (V. H. Bourguin, *Proudhon*, Bibl. Socialiste; Gide et Rist, op. cit., livre II, chap. V).

(30) Sur Saint-Simon et le Saint-Simonisme, consulter : Dumas, *Psychologie de deux messies positivistes, Saint-Simon et A. Comte*, Paris, 1905. — Weil, *Saint-Simon et son œuvre*, 1894. — Weil, *L'École saint-simonienne*, 1896. — Charlety, *Histoire du Saint-Simonisme*, précitée.

(31) Sur Babœuf et le Babouvisme (V. A. Lichtenberger, *Le Socialisme et la Révolution française*, pp. 129 et s. — A. Espinas, *Babœuf et le Babouvisme*).

(32) Il le redit avec d'autant plus d'insistance qu'il tient essentiellement à se séparer avec netteté de ses concurrents babouvistes et à conserver une position bien à lui.

(33) *Voyage en Icarie* (édit. 1846, p. 565).

(34) Cabet. *Le vrai christianisme suivant Jésus-Christ* (trois éditions : 1846, 1847 et 1850).

(35) A. Espinas, *La philosophie sociale au dix-huitième siècle et la Révolution* (p. 365).

(36) André Maurois, *Ni ange ni bête* (Grasset, édit. 1927, p. 38).

On trouvera dans ce roman une curieuse et amusante peinture de la vie et des mouvements politiques dans les dernières années du règne de Louis-Philippe. Si le héros du livre, Philippe Vinies, paraît n'être pas cabétiste, mais avoir une doctrine assez imprécise, tantôt fouriériste, tantôt communiste révolutionnaire, les doctrines de Cabet et le *Voyage en Icarie* semblent bien avoir fourni le thème de maint passage, notamment de celui cité au texte.

(37) De nombreuses colonies créées par des expérimentateurs sociaux virent le jour en Amérique au cours du

dix-neuvième siècle, aussi Cabet choisit-il les États-Unis pour abriter son Icarie. Les Icariens allèrent d'abord au Texas, puis à Nauvoo (Illinois). L'organisation de cette émigration valut d'ailleurs à Cabet une poursuite pour escroquerie. Condamné par défaut en première instance le 29 septembre 1849, il fut acquitté le 19 juillet 1851 par la Cour d'appel de Paris. L'histoire du développement des communautés icariennes, des difficultés et des scissions qu'elles connurent, de leurs installations et organisations successives à Saint-Louis et à Cheltenham, à Corning, etc. est des plus instructives. La partie la plus considérable du livre de M. Prudhommeaux lui est consacrée (V. Prudhommeaux, op. cit., livre II, *Histoire de la communauté icarienne*).

Le 16 février 1895, la dernière colonie, New-Icaria, fut dissoute : personne ne voulait plus assumer la charge de sa direction. Icarie avait été une tontine fort avantageuse pour ses derniers membres. Tous ou presque désiraient le partage; ainsi finit cette longue et intéressante expérience.

(38) (V. Prudhommeaux, p. 194 citant Pierre Leroux, *La grève de Samarez*, t. I, p. 378).

Si le soulèvement populaire de 1848 n'a pas ressemblé à celui de 1793 ou même de 1789, ce n'est point ni à Ledru-Rollin ni à Lamartine qu'on le doit : « C'est à Cabet qui, ayant fait luire aux yeux des masses l'idée constante et pacificatrice d'une société fraternelle, leur rendit odieuse la seule idée d'une révolution où l'on emploierait la guillotine et la lanterne; j'ajoute le sabre et le fusil. Si le peuple s'en est servi c'est que d'infâmes machinations ont été employées pour l'y contraindre, organisées par la police de ceux qui disaient : nous avons besoin d'une bataille ».

(39) Pava, compromis à Paris dans l'affaire du 13 juin 1849, devait être condamné à la déportation par la Haute Cour. Cette même affaire eut des répercussions à Toulouse et dans le procès qui fut fait aux insurgés dans notre ville plaidèrent : M^{rs} Nadier de Montjau, avocat à Paris; Saint-Gresse, Rumeau, A. Cazeneuve, Martin, Lartigue, Castelbon, du barreau de Toulouse, et Marcou, du barreau de Carcassonne (V. Ariste et Braud, *Histoire populaire de Toulouse*, p. 514).

(40) Cabet, bien qu'il fit de son Icarie, au point de vue politique une république démocratique, bien qu'il affirmât que l'extension du droit au suffrage à tous les citoyens était la première étape de l'évolution vers le communisme, n'en restait pas moins en marge du parti républicain, se séparant même complètement des partisans de l'action violente comme Barbès et Blanqui (V. Prudhommeaux, op. cit., pp. 92 et s.).

A Toulouse, Gouhenant ne pouvait s'entendre avec Paya (Lettre du Préfet de la Haute-Garonne au Ministre de l'Intérieur, 26 décembre 1843, Arch. dép.).

(41) Les démarches du parti républicain nous sont révélées par une lettre du Préfet au Ministre du 2 août 1843.

« ... Le parti républicain qui prend ce complot sous sa protection, aurait voulu que M. Joly défendit tous les accusés. Sans exception, il espérait deux choses : d'abord donner au complot une couleur politique qui aurait assuré aux accusés plus de chances de relâche et puis s'emparer de l'organisation plus ou moins complète que le communisme peut avoir formée dans ce pays. Gouhenant, qui compte sur son relâche, se serait trouvé dans ce cas l'homme de Paya et du comité; il n'aurait plus eu qu'un rôle secondaire et subordonné, cela ne pouvait lui convenir. Aussi a-t-il résisté à toutes les demandes qu'on lui a faites de choisir M. Joly pour son avocat; on lui a vainement démontré que M. Cabet et son système qui menacent l'organisation sociale toute entière effrayeraient les jurés bien autrement que ne pourrait le faire un complot sans portée, dont il sera toujours facile à l'audience de réduire les proportions. Son orgueil n'a rien écouté et les journaux de la localité ont reproduit, d'après le *Populaire* du 20 juillet, la correspondance échangée entre lui et Cabet et par laquelle l'un demande à l'autre une défense que le second promet... » (Arch. dép. V. aussi Cabet, *Procès des communistes*, p. 40).

(42) V. Cabet, *Procès des communistes*, pp. 20 et s.). Cabet était soucieux de ne pas dévier de sa position pacifique, de sa « ligne droite »; aussi, tenait-il à n'apporter son concours aux Icaris accusés que s'il était approuvé par ses disciples, et convaincu de l'innocence de ceux qu'il allait défendre, avec lesquels il allait se solidariser. C'est

ainsi qu' « il refusera publiquement son appui aux accusés du procès de Blois, déshonorés à ses yeux par des méfaits qui les rendaient justiciables du Code pénal » (Prudhommeaux, op. cit., p. 196).

(43) Cabet logea à l'hôtel de l'Europe (Rapport du commissaire de police au préfet, 22 août 1843, Arch. dép.). C'est dans ce même hôtel que logea aussi Louis Blanc lorsqu'il vint à Toulouse en 1846 (V. E. Renard, *La vie et l'œuvre de L. Blanc*, 1922, p. 39).

Des instructions avaient été données de Paris pour que Cabet fut surveillé pendant son séjour à Toulouse (Lettre du Ministre au Préfet, 30 juillet 1843, Arch. dép.).

Dans une lettre au Ministre du 21 août 1843 (Arch. dép.), le Préfet raconte l'arrivée de Cabet et les projets qui avaient été faits pour le recevoir dignement.

(44) Cabet, *Procès des communistes*, p. 41.

(45) Dubédat (op. cit., p. 302).

(46) Les assesseurs étaient les conseillers Solomiac et Vène, titulaires; Azaïs, suppléant.

(47) Les jurés titulaires étaient : Barrère, 53 ans, propriétaire; Lacaze, 34 ans, droguiste; Labatut, 50 ans, notaire; Artigue, 54 ans, négociant; Bernadet, 63 ans, pharmacien; Balsa, 56 ans, capitaine en retraite; Pradines, 61 ans, propriétaire; Béziat, 51 ans, propriétaire; Costes, 34 ans, notaire; Moura, 52 ans, licencié en droit; Bouloc, 57 ans, droguiste; Dautezac, 55 ans, propriétaire.

Les deux jurés supplémentaires étaient : Douladoure, 36 ans, droguiste; Cor, 50 ans, propriétaire.

(48) D'après l'acte d'accusation, Jacques Imbert avait été à Marseille le rédacteur du journal *Le Peuple Souverain*. Il aurait été condamné en 1834, à Paris, pour complot contre la sûreté de l'Etat. Albert Laponneraye est plus connu; né à Tours, le 8 mai 1808, mort à Marseille en septembre 1849, il avait créé dans cette dernière ville le journal *La Voix du Peuple*. Il a laissé divers ouvrages d'histoire, *Histoire de l'amiral de Coligny* (1830), *Histoire de la Révolution*

française (1840), etc., et politiques, *Lettres aux prolétaires* (1833).

Ces deux accusés furent condamnés par contumace à cinq années de détention, par arrêt de la Cour d'assises du 20 mars 1844.

(49) Soulié, qui avait, comme Gouhenant, son atelier au Cirque, ne semble pas avoir été un adepte des doctrines icariennes; il était simplement en relation avec le principal inculpé, peintre comme lui (V. sa déposition à l'instruction, pièce 37 du dossier).

(50) Cabet (op. cit., p. 51).

(51) V. leur description dans Cabet (pp. 52 et s.).

(52) *France Méridionale*, 22 août 1843.

(53) M^{es} Fourtanier et Albert, ce dernier tout jeune alors, primitivement désignés pour défendre respectivement Respiandy et Rolland, ne plaidèrent pas au procès.

(54) *France Méridionale*, 22 août 1843.

(55) Sur la composition de l'auditoire (V. lettre du Préfet au Ministre, du 22 août 1843, et rapport du commissaire Boissonade au Préfet, 29 août, Arch. dép.) : « L'auditoire est très nombreux et très mal composé, Saint-Etienne surtout s'est donné rendez-vous à l'audience. »

(56) Cabet, à son retour de l'exil, avait recommencé à lancer *Le Populaire* qui avait à nouveau réussi. Ce journal mensuel était fort bon marché (4 ou 6 fr. par an) et cela contribuait beaucoup à son succès.

(57) L'acte d'accusation était fort long et sa lecture dut être faite en trois fois.

(58) *Journal de Toulouse*, 22 août 1843; l'incident est également rapporté dans la *France Méridionale* et la *Gazette du Languedoc*.

(59) Arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne du 21 août 1843 : « Attendu que M. le Président de la Cour

d'assises s'est renfermé dans le cercle des attributions qui lui sont confiées par l'art. 295 du C. I. C. et que l'art. 4 de l'ordonnance du 27 août 1830, sur l'ordre des avocats, loin de déroger en aucune manière aux dispositions de l'article précité, a maintenu de plus fort les dispositions dudit article 295;

« Attendu que la Cour n'a ni droit ni qualité pour s'immiscer dans les attributions taxativement confiées par la loi à M. le Président de la Cour d'assises... Par ces motifs, la Cour rejette les conclusions prises par M^e Gasc, défenseur de l'accusé Gouhenant. »

(60) (V. Garraud, *Traité théorique et pratique d'instr. crim. et de proc. pénale*, t. III, 1912, n^o 1159, p. 495. — G. Le Poittevin, *Code d'instr. crim.*, t. I, 1911-15, note sous l'art. 295).

(61) Le Poittevin (*loc. cit.*).

(62) Dalloz, Répertoire J. G., V^o Défense, défenseur, n^o 35.

(63) Arrêt de la Cour d'assises du 23 août 1843 (Comp. Crim., 6 juillet 1894, D. P. 99, I, 171).

(64) Audience du 23 août.

(65) Audience du 24 août.

(66) Paul Valéry, *Charmes*, N. R. F. (1926, p. 110).

(67) *Eloge de Nicias-Gaillard*, prononcé à la rentrée de la conférence du stage, en 1855, par M^e Paul Gardeille (V. le réquisitoire du Procureur général et celui de l'avocat général Ressigac, dans les journaux : *Gazette du Languedoc*, des 29 et 31 août, *Journal de Toulouse*, des 28 et 29 août).

(68) *Gazette du Languedoc*, 31 août 1843.

(69) *Eloge de M^e Jean Gasc*, par M^e Robert Cestan (1923).

(70) Dubédât (*op. cit.*, p. 360).

Les impressions consignées par Dubédât dans son article sont des plus intéressantes, car il y a tout lieu de croire

que l'auteur a assisté au procès dans sa jeunesse ou a tout au moins pu recueillir la tradition orale.

(71) La plaidoirie de Gasc est reproduite « in extenso » dans les journaux : *Journal de Toulouse*, 30 et 31 août; *Gazette du Languedoc*, 31 août et 2 septembre.

(72) Audience du 29 août. La plaidoirie est « in extenso » dans la *Gazette du Languedoc* du 2 septembre.

(73) Il s'agit de Joseph de Berchoux, né à Layles-Saint-Symphorien (Loire), le 3 novembre 1762, mort à Marcigny (Saône-et-Loire), le 17 décembre 1838, auteur d'une *Satire sur les Grecs et les Romains*, d'une *Gastronomie* et d'un *Art Politique* (œuvres complètes, 1829).

(74) Dans les journaux (*Gazette du Languedoc*, 4 septembre) et dans Cabet (op. cit., pp. 86 et s.).

(75) *Journal de Toulouse* du 1^{er} septembre.

(76) Abdon Terradas devait être conduit à Tulle, mais il s'échappa de la diligence qui le transportait et rentra en Catalogne où il dirigea un mouvement insurrectionnel (Lettres du Préfet au Ministre, 22 septembre 1843 et 24 octobre 1843, Arch. dép.). En ce qui concerne Gouhenant, il semble, après le procès, être allé s'établir à Agen (Lettre du Préfet, 26 décembre 1843, Arch. dép.). Il devait, en 1848, être le chef de l'avant-garde qui partit au Texas, pour fonder l'Icarie. Il fut d'ailleurs chassé par ses compagnons comme traître et agent des Jésuites.

Une légende persistante veut, en effet, qu'il ait, déjà à Toulouse, trahi sa cause en se vendant à la police quelques mois après le procès (V. Dubédat, op. cit., p. 315). Victor Considérant, en 1854, le retrouvera au Texas (Considérant, *Au Texas*, pp. 42 et 190) et prendra sa défense. Cabet n'ose pas prendre parti nettement (V. Prudhommeaux, p. 234, note 1).

Nous n'avons pu, malgré nos recherches, éclaircir ce point obscur de la « trahison de Gouhenant » qui aurait été découverte après la révolution de 1848.

(77) *Journal de Toulouse*, 1^{er} septembre.

(78) Toutefois, voir à la page 95 de sa brochure, ce qu'il dit, assez justement semble-t-il, quant à l'influence qu'eut sa venue à Toulouse sur l'allure générale du procès.

(79) Cabet resta à Toulouse jusqu'au 15 septembre. Il se dirigea alors sur Agen, Bordeaux, Paris.

« Rien de grave ni d'important, n'est venu signaler la présence dans cette ville de M. Cabet et l'impression qu'il a produite, le rôle qu'il a joué ont été au-dessous de ce qu'on aurait pu prévoir; pourtant, par l'entremise de Gouhenant, il s'est mis en rapport avec tous les chefs du communisme et avec les ouvriers, parmi lesquels il a réussi à propager ses doctrines et à produire une légère agitation morale; son nom, ses idées sont devenus un peu plus populaires dans cette classe, et il est parti en emportant de Toulouse, 300 ou 400 abonnements ou promesses d'abonnements à son journal *Le Populaire*.

« C'était le but principal de son voyage, aucun signe extérieur ne s'est manifesté, sa conduite n'a rien offert de répréhensible, rien qui pût appeler l'attention et la sévérité de l'administration. Il n'a été l'objet d'aucune manifestation; toute son influence, il l'a exercée activement, mais sans bruit et en secret » (Lettre du Préfet au Ministre du 18 septembre 1843, Arch. dép.).

Il faut ajouter que Cabet adressa au Procureur général quatre lettres de protestation, contre les poursuites dont les adeptes de ses théories avaient été victimes, et contre l'incident qui le concernait personnellement.

Les Icariens étaient-ils nombreux à Toulouse et dans la région? Une liste saisie chez Gouhenant comprend une centaine de noms d'abonnés au *Populaire*; Gouhenant, dans son interrogatoire prétend avoir fait porter sa propagande sur plus de 1.500 ouvriers. Quant au chiffre de 300 à 400 abonnements nouveaux, que le préfet dans sa lettre précitée prétend avoir été recueillis par Cabet, ce dernier plus modeste le réduit à 150.

(80) Voir particulièrement le très combatif organe orléaniste *La France Méridionale*, dans les semaines qui suivirent le procès.

(81) Il apparaît d'abord nettement que plusieurs des ac-

cusés n'avaient rien de commun avec le communisme icarien et le prétendu complot. Abdon Terradas, venu à Toulouse en passant s'était mis en rapport avec tous les gens de l'opposition, Paya aussi bien que Gouhenant, susceptibles d'aider à la réussite de l'emprunt de 300.000 francs qu'il désirait faire au nom de l'insurrection catalane, mais c'est tout.

Quant à Lamarque et Manein, nullement communistes, ils étaient réformistes, et les lettres et démarches retenues à leur encontre avaient pour but en réalité la création à Condom d'un journal d'opposition.

En ce qui concerne les autres accusés, et notamment Gouhenant, certains indices pourraient faire hésiter. Cependant, il faut d'abord écarter quelques-uns des faits retenus par l'accusation : la correspondance mystérieuse de Gouhenant avec un comité lyonnais, n'est pas établie; les lettres fort compromettantes, dans lesquelles, les 6 et 26 janvier 1843, ce comité, qui paraît faire allusion à un mouvement d'insurrection — et encore n'est-ce pas certain — parle d'après les renseignements qu'il aurait reçu d'un certain L... (Imbert, sans doute), paraissent être restées des avances unilatérales et infructueuses. Gouhenant ne semble avoir jamais écrit ni répondu aux Lyonnais; ceux-ci ne disent-ils pas d'ailleurs qu'ils n'ont pu s'entendre avec « les modérés ou Cabétistes ».

Ecartons aussi les « ordres du jour » sur lesquels une expertise en écriture portant sur deux nombres manuscrits (61 et 81) a cru, comble de l'art (!), reconnaître l'écriture de Gouhenant, sauf en ce qui concerne le 6 de 61 qui ne serait pas de lui!

Les autres écrits saisis, la prétendue comptabilité du Comité insurrectionnel, son plan géographique, les diverses lettres, ne sont pas à l'examen, plus probants.

En réalité, il reste comme charges en apparence sérieuses :

1° La dénomination employée par Gouhenant lui-même dans ses invitations au banquet projeté : « Congrès de la division méridionale »;

2° Deux témoignages : celui de Piquemal qui dit avoir assisté avec Balguerie, chez Gouhenant, à la discussion d'un

projet de division de la ville en sections de douze membres; et celui de Dufaur, avoué à Lombez.

Ce dernier prétendait que son cousin Dufaur de Saint-Frajou lui avait parlé d'une société dans laquelle il devait être capitaine et dont Gouhenant était le général, qui avait des armes et des munitions, voulait prendre l'Arsenal, la Poudrerie et renverser le gouvernement. Gouhenant, que Dufaur n'a vu qu'une fois, au café, lui aurait confirmé ces projets violents.

Ces dispositions sans précision ne sont pas très impressionnantes, si même elles sont l'expression de la vérité. Comment prendre au sérieux des projets vagues, exposés devant des indifférents et à des étrangers au communisme, rencontrés une fois par hasard? Comment attacher de l'importance aux racontars d'un simple d'esprit comme l'accusé Dufaur de Saint-Frajou?

Quant au « Congrès de la division méridionale », il s'explique par de multiples projets de Gouhenant : souscription pour rendre le « Populaire » hebdomadaire, création à Toulouse d'une Eglise de la « Nouvelle Jérusalem », selon Swedemborg, réorganisation du compagnonnage. Son activité de propagandiste, la précaution inutilement mystérieuse — on était au temps du romantisme — qu'il prenait de se faire adresser ses lettres chez la veuve Resplady, mère d'un des accusés, ont pu un moment donner le change, mais il ne semble pas qu'il y ait eu un complot.

D'ailleurs, si Gouhenant avait eu des projets de révolution violente, se fût-il efforcé, comme il le faisait, de répandre partout les pacifiques doctrines cabétistes qui seraient allées directement à l'encontre du but poursuivi?

(82) Toulouse devait connaître d'autres exemples mémorables de tentatives semblables : du 10 au 28 mars 1873, par exemple, se déroula devant le Tribunal correctionnel un procès intenté aux adhérents de la Première Internationale socialiste, en application de la loi du 14 mars 1872. Floquet, Mie, avocat à Périgueux et de nombreux avocats toulousains parmi lesquels Albert, Ebelot, Pillore, Favare! défendirent les trente-huit prévenus; au cours de ce « Procès de l'Internationale », l'un des doyens actuels de notre Ordre, M^r Fons, alors aux débuts de sa carrière, prononça une

plaidoirie pleine d'éclat et de promesses (V. Dubédat, *Le Procès de l'Internationale*, Recueil de l'Académie de Législation, 1890-91, p. 63. — Voir aussi *Compte rendu du procès de l'Internationale*, à Paris, chez Dentu, et à Toulouse, chez Massip, 1873).

Sur la loi du 14 mars 1870 et l'Internationale (V. Paul Louis, *Histoire du Socialisme en France*, 1925).

(83) G. Duhamel, *Voyage en Russie*, 1927 (chap. XXXIII, « Europe, cap de l'Asie »).